

Démocratie et gouvernance de l' Eurozone

Dossier de presse

Dossier réalisé par :

Mathilde Breuillé (mathilde.breuille@live.fr)

Dounia Bourié (bourie.dounia@yahoo.fr)

Fanny Gauttier (fanny.gauttier@gmail.com)

Aline Brandstatter (alinebrandstatter@yahoo.fr)

Laurie Theron (theronlaurie@orange.fr)

Cyrielle Boucaud (cyrielleboucaud@wanadoo.fr)

Elèves de 5^{ème} année à Sciences Po Bordeaux



TABLE DES MATIERES

Introduction - Démocratie et gouvernance de l'Eurozone : ce qu'en pense la presse européenne	2
« Pour une Union fédérale entre les pays de l'euro au sein de l'UE »	3
« <i>Européens, on vous spolie !</i> »	6
« Portugal: "Nous sommes passés des ciseaux à la tronçonneuse" »	9
"Leading MEPs rebuff eurozone parliament plan"	12
« Esm, al via il Fondo Salvastati con il battesimo di Fitch: tripla A »	14
« Le pacte budgétaire européen, gendarme des finances publiques ? » ..	16
"Why we need a eurozone parliament"	18
"The European fiscal treaty is an enemy to democracy"	20
"Europe's crisis is an opportunity for democracy"	22
« L'Europe fédérale, un grand projet ? »	26
« Et le Parlement européen, alors ? »	29
« Bruxelles lance le débat sur la nécessité d'un outil budgétaire pour la zone euro »	30
« L'Europe démocratique, cette utopie »	33
« La democracia puesta a prueba »	36
« Le Parlement marque son territoire sur la réforme des institutions » ..	41

Introduction - Démocratie et gouvernance de l'Eurozone : ce qu'en pense la presse européenne

La crise de la dette souveraine des Etats de l'Union européenne qui sévit depuis maintenant deux ans, nourrit l'actualité au rythme des sommets européens et soulève notamment la question de la gouvernance dans la zone euro. A cela s'ajoute une série d'autres interrogations relatives, à titre d'exemple, à ses mécanismes de fonctionnement, ses acteurs et finalement, la légitimité démocratique de ses interventions.

Quelle est la place du Parlement européen dans les processus de décision ? Qu'en est-il de la relation des citoyens à leurs institutions ? Comment la presse européenne illustre-t-elle l'ensemble de ces problématiques ?

Pour fournir des éléments de réponse à ces questions, nous proposons ici une sélection d'articles issus de la presse européenne des deux dernières années : des colonnes britanniques aux paroles rapportées d'opinions franco-allemandes, en passant par la pluralité d'opinions française et la presse espagnole, sans oublier le langage imagé de la presse italienne, la presse reflète les préoccupations engendrées par ce climat de crise. Si la situation paraît sérieuse à la plume des journalistes, les jours de l'UE n'en sont pour le moins pas comptés. En effet, de nouvelles pistes d'avenir sont actuellement au cœur du débat.

« Pour une Union fédérale entre les pays de l'euro au sein de l'UE »

Le Monde.fr - 24.07.2012

Par Franco Spoltore, secrétaire général MFE-Italie (Maison des Français de l'étranger)

RESUME : Le Conseil européen et le sommet de l'eurozone des 28 et 29 juin 2012 dernier aura ouvert la voie, à l'en lire dans un article du Monde paru le 24 juillet suivant, d'une réflexion profonde en matière de fonctionnement du triangle des institutions européennes et de l'Union européenne en général. Précisons le propos : relancer avec conviction le chantier du fédéralisme paraît certes indispensable, mais il convient de le faire de manière appropriée : d'une part, l'idée de penser trop systématiquement à 27 n'est plus fructueuse. Au contraire, il faut que les institutions puissent être en mesure de « se transformer en institutions qui représentent les intérêts des citoyens de cette zone », au lieu de systématiquement inclure des membres n'ayant pas ou pas encore vocation à participer à l'Union monétaire. D'autre part, la question de la légitimité démocratique des décisions européennes devra nécessairement être traitée en premier plan, sans quoi il sera impossible de redonner confiance aux citoyens en l'Europe, et donc, en le projet fédéraliste. Tout ceci s'inscrit pour le moins dans l'urgence : trouver un accord pour aller rapidement sur la voie de l'union bancaire et de l'union budgétaire ; penser concrètement le gouvernement de l'euro ; mettre fin à la contradiction d'une monnaie sans Etat ; agir ; encadrer cette action ; comprendre ; traduire en actions et en initiatives politiques ; accomplir ; dénoncer les limites évidentes ; affronter ; dénouer les résistances ; résoudre la question de la légitimité démocratique ; transformer ; participer ; avancer des propositions ; se confronter ; fixer un calendrier... autant de verbes menant à la conclusion qu'il ne faut plus laisser passer une chance de : faire l'Europe !

ABSTRACT: Relaunching the process of a European federalism appears as the best solution among European leaders. However, the journalist emphasizes the need for a clarification of the relation between the EU and the Eurozone. Indeed, according to him, the fact that member states that do not belong to the monetary union are systematically included into the negotiations about the Euro crisis does not make sense. Thus, federalism is not the central point : we have to wonder which kind of federalism we want, and which countries we want to include in this process. Moreover, the question of democratic legitimacy must be solved out rapidly, in order to get citizens' support and trust for a federalist project, while revising the treaties remains a particularly heavy and intricate procedure. Hence the reluctance of political leaders to initiate such a hazardous process.

« L'issue du Conseil européen et du sommet de l'eurozone des 28 et 29 juin à Bruxelles doit être interprétée avant tout à la lumière de trois signaux politiques.

Le premier signal, c'est que les pays de l'eurozone ont dû trouver un accord pour aller rapidement sur la voie de l'union bancaire et de l'union budgétaire en renforçant surtout le rôle de la Banque centrale européenne dans le nouveau système de régulation et de surveillance du crédit. Le chemin vers l'union politique, sans laquelle aucune union bancaire et budgétaire ne serait soutenable, a ainsi été implicitement ouvert.

Un second signal est venu de la manifestation de la volonté de n'abandonner aucun pays de la zone euro à lui-même ; les rumeurs et les peurs concernant une quelconque hypothèse de division entre pays riches et pays pauvres de l'eurozone ont ainsi été démenties.

Enfin, le caractère central des traités souscrits le 9 décembre dernier, le Traité budgétaire et celui sur le Mécanisme européen de stabilité (MES) dont le governing board et le statut de créateur privilégié sont devenus des éléments incontournables pour la gestion et la réorganisation institutionnelle européenne à la fois pour penser concrètement le gouvernement de l'euro et pour mettre fin à la contradiction d'une monnaie sans Etat.

Tout cela ne signifie pas que l'euro est sauvé ; ni que la crise est résolue et encore moins que l'Europe a accompli des pas irréversibles sur la voie de l'union fédérale. Mais cela signifie qu'une fenêtre d'opportunité pour faire l'Europe s'est ouverte.

L'alternative face à laquelle les Européens sont placés est devenue plus claire. On parle aujourd'hui explicitement en Allemagne et en France de la nécessité du saut fédéral et des transferts de souveraineté indispensables pour le réaliser.

En outre, pour la première fois depuis qu'a éclaté la crise de la dette souveraine, les gouvernements de l'eurozone ne se sont pas limités à agir pour gagner un peu de temps précieux : ils ont commencé à encadrer cette action de tamponnement dans un processus aux contours et aux contenus non encore définis mais qui doit sûrement comprendre, comme tous les protagonistes institutionnels nationaux et européens l'admettent désormais, l'union bancaire et budgétaire et l'union politique.

On a affirmé le fait que, comme l'a déclaré la chancelière Merkel face au Bundestag à la veille du sommet de Bruxelles, ces deux objectifs doivent être "closely linked" entre eux, pensés "only in concert" et démocratiquement légitimés dans un cadre initial à dix-sept.

Personne ne peut dire de combien de temps on disposera pour réaliser le saut fédéral en ce qui concerne le gouvernement de la monnaie avant que de nouveaux shocks, peut-être fatales ne frappent l'Europe. Il n'est pas non plus donné de savoir quant durera le temps utile pour traduire en actions et en initiatives politiques le ferment de propositions, le désir de plus d'Europe et de fédéralisme et les convergences des intentions qui se sont manifestées dans la société, dans les institutions et chez certains gouvernements. C'est justement pour cela qu'il est urgent de définir un projet pour créer une union fédérale et le cadre possible de fonctionnement de ses institutions dans un temps donné, avec l'implication des citoyens dans un nouveau processus constituant.

Pour accomplir ce pas, il ne suffit plus simplement de dénoncer les limites évidentes de la méthode intergouvernementale dans le gouvernement de l'Union européenne et de l'eurozone. Il faut affronter et dénouer, d'un côté les résistances qui subsistent encore, au sein de l'eurozone, à l'hypothèse du transfert de souveraineté des Etats à l'Europe, et de l'autre, la contradiction institutionnelle qui complique encore la possibilité de résoudre la question de la légitimité démocratique des décisions européennes (et donc de réconcilier définitivement les citoyens avec le cadre européen dont dépend leur avenir et leur bien-être). Il s'agit du fait que la composition et la méthode de travail du Parlement européen et de la Commission européenne qui, dans la perspective d'une organisation fédérale de l'eurozone, doivent pouvoir se transformer en institutions qui représentent les intérêts des citoyens de cette zone, prévoient aujourd'hui la présence des pays qui n'ont pas l'intention de participer à l'Union monétaire ni de prendre en considération l'hypothèse d'être associés à un quelconque transfert de souveraineté.

C'est là le terrain sur lequel les parlementaires européens et nationaux, les partis politiques et les gouvernements doivent avancer des propositions, se confronter et définir un projet institutionnel cohérent et crédible d'union fédérale entre les pays de l'euro au sein de l'Union européenne et de fixer un calendrier pour la réaliser. Et ils devront le faire rapidement avant que disparaisse l'occasion – certainement la dernière de ce cycle historique – de faire l'Europe. »

« Européens, on vous spolie ! »

12 octobre 2012 - DER HAUPTSTADTBRIEF BERLIN

Hans Magnus Enzensberger

Traduction : Jean-Baptiste Bor

RESUME : Suite à la mise en place du Mécanisme européen de stabilité, Hans Magnus Enzensberger, écrivain et journaliste allemand interroge la légitimité démocratique de la « ribambelle de sigles » et d'outils mis en place dans l'urgence pour sauver la zone euro. Il dénonce la « léthargie politique » dans laquelle les citoyens européens se trouvent face à des sphères technocratiques opaques et prédit un réveil brutal.

A force de plans de sauvetage et de traités d'urgence négociés à huis clos, les citoyens de l'UE sont lentement dépossédés du contrôle sur leurs institutions. C'est que dénonce l'écrivain allemand Hans Magnus Enzensberger qui prédit une révolte.

ABSTRACT: While the European stability mechanism is set up, Hans Magnus Enzensberger, a German writer and journalist, questions the democratic legitimacy of all the new Eurozone tools established in a context of emergency. He denounces the "political lethargy" of European citizens, facing an opaque technocracy.

With these various and numerous rescue plans and treaties negotiated rapidly and secretly, EU citizens are being despoiled, losing their power of control over institutions. According to Hans Magnus Enzensberger, if this situation goes on, the European countries will face unrest and uprisings.

« La crise ? Quelle crise ? Cafés, terrasses et bistrot ne désemplissent pas, les vacanciers se bousculent dans les aéroports allemands, on nous parle de records à l'exportation, de recul du chômage. Les gens suivent en bâillant les "sommets" politiques hebdomadaires et les passes d'armes brumeuses des experts. Tout cela paraît se dérouler dans un no man's land rhétorique rempli de discours officiels inintelligibles qui n'ont rien à voir avec ce que l'on appelle la vie réelle.

Manifestement, personne ou presque ne remarque que les pays européens ne sont plus régis depuis un certain temps par des institutions jouissant d'une légitimité démocratique, mais par une ribambelle de sigles qui les ont supplantées. Ce sont le FESF, le MES, la BCE, l'ABE et le FMI qui ont pris les commandes. Il faut être un expert pour développer ces acronymes.

En outre, seuls les initiés arrivent à comprendre qui fait quoi et comment au sein de la Commission européenne et de l'Eurogroupe. Tous ces organismes ont en commun de ne figurer dans aucune constitution du monde et de ne pas associer les électeurs à leurs prises de décision.

Spoliation politique

Le détachement avec lequel les habitants de notre petit continent acceptent d'être dépossédés de leur pouvoir politique fait froid dans le dos. Peut-être est-ce dû au fait qu'il s'agit d'une nouveauté historique. Contrairement aux révolutions, aux coups d'Etat et aux putschs militaires dont l'histoire européenne ne manque pas, cette dépossession se passe sans perte ni fracas. Tout se déroule pacifiquement derrière des portes calfeutrées.

Que les traités ne soient pas respectés n'étonne plus personne. Les règles existantes, comme le principe de subsidiarité fixé par le traité de Rome ou la clause de non-renflouement du traité de Maastricht, passent à la trappe si besoin est. Le principe *pacta sunt servanda* [les pactes doivent être respectés] fait l'effet d'un slogan vide de sens forgé par quelque juriste pointilleux sous l'Antiquité.

L'abolition de l'Etat de droit apparaît noir sur blanc dans le traité établissant le MES (Mécanisme européen de stabilité). Les décisions des poids-lourds de cette "société de sauvetage" prennent immédiatement effet dans le droit international et ne sont pas soumises à l'assentiment des Parlements. Ils se nomment "gouverneurs", comme c'était souvent le cas sous les anciens régimes coloniaux, et, comme ces derniers, n'ont aucun compte à rendre à l'opinion. En revanche, ils sont expressément tenus au secret. Cela fait songer à l'omerta, qui figure dans le code d'honneur de la mafia. Nos "parrains" sont dispensés de tout contrôle judiciaire ou légal. Et jouissent d'un privilège que ne possède même pas un chef de la Camorra [la mafia napolitaine] : l'immunité pénale absolue (conformément aux articles 32 à 35 du traité établissant le MES).

La spoliation politique du citoyen trouvait ainsi un point d'orgue provisoire. Elle avait débuté bien avant, lors de l'introduction de l'euro, voire plus tôt. Cette monnaie est le fruit de maquignonnages politiques qui n'ont tenu aucun compte des conditions économiques nécessaires à la mise en œuvre d'un tel projet.

Entreprise hasardeuse

Bien loin de reconnaître et de corriger les malformations congénitales de leur création, le "régime des sauveurs" insiste sur la nécessité de suivre à tout prix la feuille de route fixée. Proclamer sans arrêt que nous n'aurions "pas d'autre choix" revient à nier le risque d'explosion induit par le creusement des disparités entre les Etats membres. Depuis déjà des années, les conséquences se profilent à l'horizon : la division au lieu de l'intégration, le ressentiment, l'animosité et les reproches mutuels au lieu de la concertation. "Si l'euro coule, l'Europe coule". Ce slogan inepte est censé rallier un continent d'un demi-milliard d'individus à l'entreprise hasardeuse d'une classe politique isolée, comme si 2 000 ans n'étaient qu'une paille comparés à un papier-monnaie inventé de fraîche date.

La "crise de l'euro" prouve que cela ne s'arrêtera pas à la spoliation politique des citoyens. Sa logique veut qu'elle conduise à son pendant, qui est la spoliation économique. Il faut être là où les coûts économiques surgissent au jour pour comprendre ce que cela signifie. Les habitants de Madrid ou Athènes ne descendent dans la rue que lorsqu'ils n'ont littéralement plus d'autre choix. Ce qui ne manquera pas de se reproduire dans d'autres régions.

Peu importe de quelles métaphores la classe politique se farde, qu'elle baptise sa nouvelle créature MES, bazooka, Grosse Bertha, eurobond, union budgétaire, union bancaire, mutualisation de la dette – les peuples sortiront de leur léthargie politique au plus tard lorsqu'il leur faudra mettre la main à la poche. Ils pressentent que, tôt ou tard, ils devront payer pour les dégâts causés par les sauveurs de l'euro.

Période faste pour les Cassandre

Aucune solution simple ne se profile à l'horizon pour sortir de l'ornière. Toutes les options prudemment évoquées ont jusqu'à présent été retoquées avec succès. L'idée d'une Europe à plusieurs vitesses s'est perdue dans le lointain. Des clauses de sortie suggérées du bout des lèvres n'ont jamais trouvé leur place dans les traités. La politique européenne aura surtout bafoué le principe de subsidiarité, une idée bien trop convaincante pour être prise au sérieux.

Ce terme barbare signifie ni plus ni moins que, de l'échelon communal à l'échelon régional, de l'Etat-nation aux institutions européennes, ce doit toujours être l'instance la plus proche des citoyens qui régit ce qui entre dans son cadre de compétences, et que les échelons supérieurs ne doivent hériter que des compétences réglementaires qui ne peuvent être assurées ailleurs. Cela n'a jamais été qu'un vœu pieux – l'histoire de l'Europe en est la preuve.

L'horizon serait donc bouché. Période faste pour les Cassandre, qui ne prophétisent pas seulement l'effondrement du système bancaire et la banqueroute des Etats criblés de dettes, mais aussi dans le même temps, si possible, la fin du monde ! Mais, comme la plupart des prophètes de malheur, ces devins se frottent les mains sans doute un peu vite. Car les 500 millions d'Européens ne capituleront pas sans avoir opposé de résistance.

Ce continent a déjà fomenté, traversé et surmonté des conflits très différents et autrement plus sanglants que la crise actuelle. Sortir de l'impasse dans laquelle les apôtres de la mise sous tutelle nous ont rencognés aura un coût et ne se fera pas sans litiges et sans coups de rabot douloureux. La panique est dans cette situation la plus mauvaise des conseillères, et ceux qui prédisent à l'Europe un chant du cygne méconnaissent ses forces. Antonio Gramsci nous a laissé cette maxime : "Il faut allier au pessimisme de l'intelligence l'optimisme de la volonté". »

« Portugal: “Nous sommes passés des ciseaux à la tronçonneuse” »

ABC Madrid

Pedro Rodríguez

RESUME : La troïka qui rassemble l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international a approuvé le plan de sauvetage de 78 milliards d'euros accordé au Portugal. En contrepartie, le pays se soumet régulièrement à une analyse de sa comptabilité par des représentants des trois institutions. Pedro Rodriguez nous dresse ici le tableau du quotidien auquel est confrontée la population : portrait d'une nation arpenteant la voie de l'austérité tel un élève modèle face au “désespoir silencieux” des Portugais. Serait-ce là son dernier fado?

ABSTRACT: The troïka, which gathers the EU, the ECB and the IMF, approved the rescue plan of 78 billions euros for Portugal. In return, Portugal will be subject to a formal financial control operated by experts of the troïka. In his article, Pedro Rodriguez depicts the everyday life in Portugal : a nation going through austerity like a straight-A pupil, shut in a silent despair. Is it its last fado ?

Depuis 14 mois, le pays vit sous la surveillance du FMI, de la BCE et de la Commission européenne, qui lui ont prêté de l'argent pour faire face à ses dettes. Au moment où les émissaires de ces bailleurs vérifient sur place l'application des réformes, la population réclame “plus de temps, plus d'argent et de meilleures conditions”.

Lorsque les Portugais parlent du “MoU”, ils ne font pas référence au plus célèbre de leurs compatriotes, l'entraîneur du Real Madrid José Mourinho. “MoU” est l'abréviation de “Memorandum of understanding on specific economic policy conditionality” [Mémorandum d'entente sur les conditions spécifiques de politique économique], l'acronyme qui contrôle la vie économique de ce pays de 10,6 millions d'habitants. Un pays qui a tendance à réaliser des changements radicaux pendant les mois d'avril. C'est en avril 1974 que la Révolution des oeillets a apporté la démocratie. C'est en avril 2011 que le gouvernement socialiste de José Sócrates s'est vu contraint de demander l'aide d'urgence de l'Union européenne, emboitant le pas à la Grèce et à l'Irlande.

Un mois plus tard, cette demande s'est matérialisée à travers un plan de sauvetage de 78 milliards d'euros, sur lesquels le Portugal devra payer 4% d'intérêts. Une somme versée par tranches et sous condition de mise en oeuvre de toute une série de réformes profondes et douloureuses. La clause, rédigée en tout petit dans le contrat qui doit permettre au Portugal d'assainir ses finances et de revenir sur les marchés [afin de financer sa dette] en septembre 2013, prévoit que les représentants de la troïka – Banque centrale européenne, Commission

européenne et Fonds monétaire international – se rendent à Lisbonne à intervalles réguliers afin de contrôler les écritures comptables du pays.

Cette semaine, ils étaient de nouveau sur place, pour la quatrième fois en un an, depuis que les Portugais sont pris dans l'étreinte de la troïka. Cette sorte d'audit sur les engagements pris prévoit la présence pendant deux semaines d'une équipe de jeunes techniciens armés d'ordinateurs portables, à la recherche de chiffres, d'échéances et de documents. Pendant ce temps, trois hauts fonctionnaires se chargent des contacts au niveau politique : Abebe Selassie (FMI), Jürgen Kröger (Commission européenne) et Rasmus Ruffer (BCE).

“Dans un autre pays, ils auraient été accueillis par des protestations et des manifestations dès leur arrivée à l'aéroport, mais nous autres, les Portugais, nous sommes différents. Nous ne sommes pas comme vous, les Espagnols”, explique le sociologue Jorge de Sá, qui réalise depuis des années des enquêtes mensuelles sur l'évolution de l'opinion publique portugaise.

Le nombre limité de manifestations organisées au Portugal en cette année de plan de sauvetage, d'élections, de changements de gouvernement et d'ajustement forcé est qualifié de “désespoir silencieux” par Nicolau Santos, journaliste économique et directeur adjoint du prestigieux hebdomadaire Expresso. Selon João Cantiga Esteves, un des économistes qui s'est le plus penché sur la crise, il y a un consensus tacite sur le fait que la troïka est “un élément nécessaire, une opportunité” pour réaliser rapidement toutes les réformes que les différents gouvernements n'ont pu mener à bien.

Ce consensus ne signifie pas que, au cours de l'année écoulée, le Portugal n'ait pas cumulé suffisamment de raisons pour entonner son fado le plus triste. L'impact de la rigueur et des coupes dans les dépenses de l'Etat, dictés par la troïka afin de réduire un déficit public qui avait dépassé 9% du PIB en 2010 et qui devra être ramené à 4,5%, pèse lourdement sur la vie quotidienne. “Nous sommes passés des ciseaux à la tronçonneuse”, commente une jeune femme, Praça Dom Pedro IV, dans le centre de Lisbonne.

Malgré des salaires parmi les plus bas d'Europe – ici les “milleuristes” espagnols deviennent des “560 euristes” – les sacrifices demandés à la population n'ont fait qu'augmenter depuis que, l'année dernière, le gouvernement a introduit une taxe spéciale de 50% sur le treizième mois pour tous les Portugais dont le revenu dépasse 485 euros par mois – l'équivalent du SMIC. A partir de ce moment-là, la crise et la rigueur ont cessé d'être exclusivement théoriques, et les coupes dans les dépenses se sont enchaînées : santé, éducation, transports en commun... En même temps, le gouvernement a lancé un important relèvement de la fiscalité, et aujourd'hui, la TVA peut atteindre 23%.

Malgré le fait que les termes du Mémorandum aient été négociés entre la troïka et l'ancien gouvernement socialiste, c'est le nouvel exécutif mené par Pedro Passos Coelho qui doit les mettre en oeuvre. Son gouvernement est le plus petit et le plus jeune du pays depuis la Révolution des oeillettes. Quatre des onze portefeuilles ont été attribués à des techniciens, dont celui des Finances à Vitor Gaspar. C'est lui qui, au printemps, a confirmé que les retraités et les fonctionnaires devront attendre au moins 2018 avant de récupérer l'intégralité de leurs indemnités supplémentaires aujourd'hui supprimées.

Les critiques répètent que les membres du gouvernement se comportent de manière “plus troïkiste que la troïka”, en tentant d’accélérer le rythme de l’ajustement. La seule demande de la troïka rejetée par le gouvernement porte sur la suppression de la “Tasa Única Social”, les charges sociales versées par les entreprises pour chaque salarié. Pour le reste, le gouvernement de Passos Coelho a été reçu avec mention très bien à chaque visite de contrôle sur l’application du “MoU”. Le fait que le Portugal soit un patient modèle alimente le débat en Europe sur les limites de l’austérité.

Bien que le gouvernement ait obéi aux ordres avec diligence, l’économie portugaise est toujours dans des conditions critiques. Cette année, le PIB devrait perdre entre 3,1 et 3,5%, alors que le chômage bat des records (plus de 15%, 36% chez les jeunes). Au début du sauvetage, la dette publique représentait 107% du PIB. Au rythme actuel, avant la fin du plan de sauvetage, elle atteindra 118%.

Le professeur Cantiga Esteves est convaincu que les problèmes du Portugal n’ont rien à voir avec la crise bancaire irlandaise ou les mensonges sur le déficit des politiques grecs. Dans le cas de Lisbonne, dit-il, tout tient au fait que “notre économie a cru en moyenne de 0,7% ces dix dernières années, et toute notre consommation publique et privée s’est basée sur un endettement qui ne pouvait durer”.

A propos de la polémique sur le patient modèle et sur la nécessité d’un second plan de sauvetage, le sociologue Jorge de Sá puise dans la proverbiale ironie portugaise : “Citez-moi, je vous prie, une seule occasion où le FMI a résolu quelque chose dans une démocratie”. Nicolau Santos, de son côté, est persuadé qu’il sera difficile d’éviter un deuxième plan : “Nous avons besoin de plus de temps, plus d’argent et de meilleures conditions”.

"Leading MEPs rebuff eurozone parliament plan"

21.09.12 Euractiv.com

RESUME : Face à la crise de la dette, les quatre leaders de l'Union Européenne – Jean-Claude Juncker (Eurogroupe), José Manuel Barroso (Commission Européenne), Herman Van Rompuy (Conseil européen) et Mario Draghi (Banque central européenne) – ont proposé de créer un parlement de l'Eurozone. Cette idée rencontre une forte opposition au sein du Parlement européen. En effet, plusieurs eurodéputés affirment que cette idée va à l'encontre de la méthode communautaire et qu'une simple coordination des parlements nationaux serait suffisante s'agissant des questions monétaires. Qu'en est-il des questions fiscales ?

ABSTRACT: To face the debt crisis, Jean-Claude Juncker (Eurogroup), José Manuel Barroso (European Commission), Herman Van Rompuy (European Council) and Mario Draghi (ECB), proposed to elaborate a "Eurozone parliament". Evidently, there is a strong opposition to this idea within the European parliament. Indeed, several MEPs advocate it would be against the community method and that a mere coordination between national parliaments and the European Parliament is sufficient to deal with the monetary questions. Yet, what about the fiscal affairs in the future?

"Leading MEPs have branded as "nonsense" the idea of creating a 'eurozone parliament' which diplomats say four EU leaders plan to present next month in response to the bloc's sovereign debt crisis.

Eurozone heads of state and finance ministers now routinely issue statements or take decisions for the 17 countries using the euro, creating a de-facto two-speed Union in the Council.

Some eurozone states have proposed that the European Parliament adapt by allowing a smaller group of MEPs to hold votes on legislation, relating to eurozone countries only - thus so creating a 'eurozone parliament'.

But Hannes Swoboda, chair of the Socialists & Democrats in the European Parliament, dismissed the notion out of hand. "The idea of creating a eurozone parliament is absolute nonsense and would be counter-productive," he told EurActiv.

"The euro is our currency, there is no need for a parliament at currency level. We have the European Parliament and national parliaments to work on the issues at hand, which they are doing," he added.

European Commission President José Manuel Barroso is expected to present a proposal for an economic and monetary union at the 18-19 October summit of EU leaders, along with European Council President Herman Van Rompuy, Eurogroup President Jean-Claude Juncker, and ECB President Mario Draghi.

A final report and roadmap is expected to be adopted by EU leaders at the 13 December summit.

The four leaders presented an initial report, Towards a Genuine Economic and Monetary Union, at the June EU summit, and were tasked with continuing their work. However, opposition in the European Parliament is strong.

"The establishment of a eurozone parliament would be more of a hindrance than a help," said MEP Rebecca Harms, co-president of the Greens/EFA.

"It would blur the institutional architecture of Europe and undermine the community method," she told EurActiv, stressing that the assembly as a whole should be responsible for democratic oversight and legislation for the eurozone.

Harms argued that the present system works, as evidenced by the enhanced cooperation tool, which allows EU member states to determine their speed of policy implementation, while remaining subject to the democratic control and legislation of the whole European Parliament.

"Decisions on eurozone matters also have an impact on citizens in EU member states outside the eurozone so why should they be denied a voice, through the European Parliament, on these matters?" Harms said.

"Splitting the European Parliament in this way might constitute a backwards step, away from our common values of European democracy," she said.

Inner and outer cores

On the other side of the debate, Andrew Duff, a Liberal Democrat MEP and president of the Union of European Federalists, cautioned that a time might come when fiscal decisions - laws on tax matters for example - would be taken at the eurozone level, requiring a separation of MEPs into 'inner' and 'outer' cores.

"It would be scandalous for a Brit MEP like me to vote taxes on people that I wasn't directly representing and who aren't able to overthrow me," Duff argued.

Heads of political groups would at some point reach that stage of refinement, he argued.

A European Parliament spokesperson said the conference of presidents discussed yesterday (6 September) the broader question of the plan's drafting, but did not mention the particular proposal for a eurozone parliament.

During the discussion, all presidents concurred that it would be unacceptable for plans on the EU's future to be drafted without the European Parliament's participation."

« Esm, al via il Fondo Salvastati con il battesimo di Fitch: tripla A »

La Repubblica – 08.10.2012

RESUME : Le Mécanisme européen de stabilité (MES) correspond à un fonds de sauvetage permanent, dont la mission est la gestion des crises financières dans l'eurozone. Nouvellement entré en fonction, il remplace le Fonds européen de stabilité financière (FESF) et le Mécanisme européen de stabilité financière, qui avaient instauré des fonds temporaires en réponse à la crise des dettes publiques.

ABSTRACT: The European stability mechanism is actually a permanent rescue fund which mission is to deal with financial crises in the Eurozone. It replaces the European stability and financial fund and the European mechanism of financial stability which were emergency funds to face the debt crisis in the Eurozone.

Extrait :

« Le fond permanent de l'eurozone est lancé aujourd'hui, un fonds qui recueille de la liquidité pour défendre et sauvegarder la monnaie unique et ses économies. Les ministres des finances de la zone euro se sont réunis à Luxembourg, avant l'Eurogroupe, pour la première réunion du board de l'EMS, le fond permanent pour sauver les états, qui à partir d'aujourd'hui devient pleinement opérationnel. Le board est présidé par le président de l'eurogroupe, Jean Claude Juncker, qui a défini le MES comme « la pierre angulaire du pare feu européen, faisant partie de la stratégie globale pour assurer la stabilité financière de la zone euro ». L'agence Fitch a décerné la notation triple A, le maximum possible, au nouveau fond européen : le MES. »

Parte il fondo con una dotazione di 500 miliardi di euro. Nel tempo sostituirà il fondo temporaneo. Rehn: "Sono meno pessimista della scorsa primavera". L'Eurogruppo dà dieci giorni di tempo alla Grecia. Italia verso il sì alla Tobin Tax

MILANO - Parte oggi il Fondo permanente dell'Eurozona, un fondo che raccoglie liquidità per intervenire a difesa e a salvaguardia della moneta unica e delle sue economie. I ministri delle finanze della zona dell'euro si sono riuniti a Lussemburgo, prima dell'Eurogruppo, per la prima riunione del board dell'Esm, il fondo salva stati permanente, che da oggi diventa pienamente operativo. Il board è presieduto dal presidente dell'Eurogruppo, Jean Claude Juncker, che ha definito l'Esm "la pietra miliare del firewall europeo e parte integrante della strategia globale per assicurare stabilità finanziaria alla zona euro". L'agenzia Fitch ha assegnato il rating 'tripla A', il massimo possibile, al nuovo fondo salva-stati europeo Esm. L'outlook è stabile. L'annuncio del via è arrivato da Klaus Regling, il presidente dell'Esm nonché del meccanismo provvisorio preesistente, l'Efsf. La liquidità iniziale è di 200 miliardi.

Sempre oggi, l'Eurogruppo ha dato alla Grecia dieci giorni di tempo, "al più tardi" fino al 18 ottobre (giorno in cui si terrà il vertice dell'Unione), per dimostrare la sua determinazione sulle riforme promesse in cambio degli aiuti internazionali.

Cos'è l'Esm. Coesisterà per un certo periodo di tempo con l'attuale Efsf (il fondo anti-crisi temporaneo continuerà a emettere bond per i programmi per Irlanda, Portogallo e Grecia e non potrà avviare nuovi programmi dopo il 30 giugno 2013). E' lo strumento finanziario principale di difesa finanziaria dell'Eurozona che, combinato all'acquisto di bond sul mercato secondario da parte della Bce per raffreddare gli spread, dovrebbe essere in grado - nelle intenzioni - di scoraggiare una speculazione a largo spettro contro i paesi deboli dell'unione monetaria. Con una capacità finanziaria a regime di 500 miliardi effettivi (su una dotazione complessiva di capitale sottoscritto di 700 mld) ha una 'carta' in più rispetto al fondo temporaneo: oltre alle garanzie, avrà un capitale versato di 80 miliardi, due 'tranche' di 16 miliardi l'una da versare entro due settimane, altre due nel 2013, le ultime due entro la prima metà del 2014. Il resto del capitale (620 miliardi) 'callable'. Primo contributore la Germania (27%), secondo la Francia (20%), terzo l'Italia al 17,914%, per un totale 125,39 miliardi.

Oltre ai prestiti classici ai paesi che hanno necessità di sospendere il ricorso al mercato per il finanziamento del debito (i casi di Irlanda, Grecia e Portogallo), l'Esm potrà acquistare debito sovrano sul mercato primario e sul mercato secondario per ridurre i tassi.

I commenti. "Sono meno pessimista oggi della scorsa primavera". E' quanto ha detto il commissario europeo agli Affari economici e monetari Olli Rehn, al suo arrivo a Lussemburgo per la riunione inaugurale del board dei governatori del Meccanismo europeo di stabilità. E alla domanda sul perchè sia più ottimista, Rehn ha replicato: "Perché c'è l'Esm, c'è la decisione della Bce" sull'acquisto dei titoli di stato, e "dopo le riforme che stanno andando avanti, per esempio in Italia e Spagna". La riunione dei governatori Esm "è un momento importante, una tappa fondamentale per costruire una unione monetaria più solida, con strumenti effettivi comprese le misure bce, in sostanza si chiude un percorso molto difficile", ha dichiarato invece il ministro italiano Vittorio Grilli.

Tobin Tax - Domani l'Italia dovrebbe dare la sua adesione all'accordo per una tassa sulle transazioni finanziarie. E' quanto si apprende da fonti comunitarie in tarda serata a Lussemburgo. L'argomento sarà sul tavolo dell'Ecofin, la riunione dei 27 ministri finanziari dell'Unione europea, e il rappresentante permanente presso le istituzioni Ue, Ferdinando Nelli Feroci, ne parlerà come gli altri in dibattito pubblico. Il ministro Vittorio Grilli, che oggi ha partecipato all'Eurogruppo, è infatti già ripartito per Roma dove domani il governo approva la legge di stabilità.

« Le pacte budgétaire européen, gendarme des finances publiques ? »

Le Point.fr - Publié le 30/09/2012

RESUME : Dans l'optique d'appliquer la règle d'or, la France crée un Haut Conseil indépendant, véritable "gendarme budgétaire", chargé de surveiller l'amélioration du déficit structurel vers un pourcentage inférieur ou égal à 0,5% du PIB. Cependant, la définition bruxelloise du déficit structurel reste floue, d'où des incertitudes quant à la mise en oeuvre de ce mécanisme de correction.

ABSTRACT: To implement the golden rule, the French government created an independent high council, a watchdog responsible for monitoring the structural deficit (which has to be maintained under 0.5% of GDP). However, the definition of the structural deficit given by Brussels remains blurry, leaving the door open to uncertainty.

Le pacte débattu cette semaine à l'Assemblée nationale instaure une "règle d'or" pour ramener les finances publiques à l'équilibre.

Le pacte budgétaire européen, débattu cette semaine à l'Assemblée nationale, instaure une "règle d'or" pour ramener les finances publiques à l'équilibre, une obligation qui sera désormais surveillée de près, en France, par un Haut Conseil indépendant. Selon l'article 3 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, les États signataires s'engagent à avoir des comptes publics "en équilibre ou en excédent". Concrètement, cela signifie que la France devra ramener rapidement son "déficit structurel" à 0,5 % du produit intérieur brut (PIB) maximum. Le déficit structurel est le déficit public d'un pays "corrige des variations conjoncturelles", selon le traité. Il s'agit donc du déficit public que connaîtrait le pays si sa production effective correspondait à sa production potentielle (la tendance de long terme).

À titre de comparaison, le déficit structurel de la France tel que calculé par la Commission européenne était en 2011 de 4,1 % (contre 5,2 % pour l'ensemble des déficits publics) et devrait s'établir, cette année, autour de 3,2 %. Le Conseil constitutionnel a décidé qu'il n'était pas besoin de graver cette "règle d'or" dans le marbre de la Constitution. Le projet de loi organique confie donc aux lois de programmation pluriannuelle des finances publiques le soin de mettre en musique la "trajectoire" vers l'équilibre budgétaire.

"Mécanisme de correction"

Une des principales critiques adressées à ce mécanisme repose sur la définition même de déficit ou excédent "structurel", difficile à calculer sans recul. L'interprétation qu'en fait Bruxelles ne fait pas l'unanimité parmi les experts. La notion devra être précisée et harmonisée au niveau européen, selon le ministre du Budget Jérôme Cahuzac. Le pacte budgétaire oblige les gouvernements à se doter d'un "mécanisme de correction" qui se déclenche "automatiquement"

si des dérapages "importants" sont constatés par rapport à la trajectoire fixée, hormis en cas de "circonstances exceptionnelles" ou de "périodes de grave récession économique".

En France, un Haut Conseil des finances publiques, indépendant et adossé à la Cour des comptes, va voir le jour et endosser les habits du gendarme budgétaire. Il aura à sa tête le premier président de la Cour des comptes (actuellement l'ex-député socialiste Didier Migaud). Ce dernier nommera quatre membres, tandis que les présidents de l'Assemblée et du Sénat en nomment un chacun, et les présidents des commissions des Finances des deux chambres parlementaires en désignent aussi un chacun. Ces huit membres, qui n'occupent pas de fonctions électives, auront un mandat irrévocable et non renouvelable de cinq ans.

Le Haut Conseil devra se prononcer sur la crédibilité des prévisions de croissance sur lesquelles sont bâtis les budgets. Il devra aussi "alerter publiquement sur des éventuels écarts par rapport à la trajectoire", lorsque le gouvernement présente, début juillet, les premiers éléments de son budget pour l'année suivante, précise-t-on à Bercy. L'exécutif aura alors l'obligation de tenir compte de ses remarques.

"Why we need a eurozone parliament"

***Social Europe Journal, part of the Guardian Comment Network –
15.10.2012***

Henning Meyer

RESUME : L'analyse politique Henning Mayer affirme que la création d'un parlement de l'Eurozone est une réforme institutionnelle nécessaire pour faire face à la crise actuelle. Ce nouvel organe de représentation pourrait approfondir la démocratisation des institutions et permettre d'obtenir l'approbation des citoyens sur les questions monétaires. De plus, H. Meyer présente l'idée du English Grand Committee (comme par exemple le Welsh Grand Committee, une Commission spéciale au sein du Parlement) au Royaume-Uni comme un modèle applicable pour un parlement de l'Eurozone.

ABSTRACT: In his article, the political analyst Henning Meyer claims that a Eurozone parliament is a necessary institutional reform to face the current crisis. This new type of representation would deepen the democratization of the EU and thus induce the citizens' approval of monetary affairs. Moreover, he presents the proposal of an English Grand Committee in the United Kingdom as an applicable model for the new Eurozone parliament. This suggestion was made during a debate on the West Lothian question, to make sure that English laws would be voted only by English MPs. As a result, the Eurozone concerns should be treated only by MEPs from countries of the Eurozone. Thirdly, he proposes to create a specific budget for investment, to deal efficiently with macroeconomic troubles.

The eurozone crisis can only be resolved by further integration, with a strong democratic dimension

The European Union is planning a major overhaul of its institutional structure and the way it is supposed to function in the future. The envisaged reform includes the further strengthening of the EU's diplomatic service, the creation of a pan-European foreign ministry and even plans to create a European army. While these foreign policy proposals seem like adding to the core reforms the eurozone crisis has made necessary, there are also new plans involved that could help the currency union become more sustainable in the future.

Chief among them is the introduction of a eurozone parliament, a parliamentary sub-chamber of MEPs coming from eurozone countries. This is an idea I have been putting forward in publications and talks since February this year and it is great to find it in actual reform proposals. Why do we need another parliament, you might ask? Let me make the case in a bit more detail. My idea rests on three pillars: the necessity to democratise the eurozone, ideas for an "English grand committee" and the need to create a "federal" budget to have potentially more means to balance asymmetric shocks. Let me explain these three elements in turn.

It is becoming increasingly obvious that the eurozone crisis can only be resolved in a positive way by major further integration steps. Given the magnitude of these reforms and the political

fallout from the failed crisis politics of the last few years, it should be equally obvious that such major new integration steps also represent the limit of the elitist integration process. Not only do the integration steps themselves need strong democratic approval but the new, even more powerful, governance structure must also have a much stronger permanent democratic dimension to it. And given that the key institutional reforms will be around the eurozone, it follows that a democratic institution for the currency union, whether you call it a eurozone parliament or a euro group in the European parliament does not matter, is urgently needed. Such an assembly would also mirror the euro group in the council of the European Union that already exists.

This argument leads to the question of how to meet this need. Do you need a completely new parliament, in which national parliamentarians are also involved? I do not think so and a look at the UK experience is very instructive in this context. The process of devolution in the UK has again raised the so-called West Lothian question. The West Lothian question basically addresses the issue of why Scottish MPs are allowed to vote on matters that only affect England, whereas the corresponding Scottish matters are dealt with in the Scottish parliament and are thus outside the influence of any English MP. One of the suggestions to resolve this issue was an English grand committee in Westminster, in which only English MPs vote on English laws. My version of a eurozone parliament was the application of this basic idea to the European context.

Once you have such a parliamentary assembly it can also assume functions that national parliaments perform. An obvious issue to address would be the much criticised fact that there are no significant fiscal transfers or automatic stabilisers on the eurozone level that could help to counteract asymmetric economic shocks. There will not be social security transfers or anything like this on the eurozone level but I nevertheless think it would be a good idea to have an additional eurozone budget democratically run by a eurozone parliament. Such a budget would be additional to the normal EU budget and could be financed through new taxes, for instance a eurozone-wide financial transaction tax. Such an additional annual budget could further politicise parliamentary discussions and make investments with the macroeconomic health of the whole eurozone in mind possible. It would also help to improve the general infrastructure in the eurozone and thus help to create growth.

For these reasons I think it is welcome that the idea of a eurozone parliament has made it into the political realm. Some of the proposed reform measures seem like a step too far at the moment and are not related to the most needy area for institutional reform: the eurozone. But I hope that the eurozone parliament has a realistic chance of actually seeing the light of day.

"The European fiscal treaty is an enemy to democracy"

The Guardian – 22.06.2012

Sahra Wagenknecht

RESUME: L'eurodéputée Sahra Wagenknecht, membre du Die Linke, dénonce le TSCG et le MES car ils constituent selon elles une menace pour les gouvernements nationaux. Ces derniers seront forcés d'implémenter des politiques largement biaisées par l'influence allemande. Les coupes budgétaires imposées auront un impact sur la croissance des Etats membres et les économies sombreraient dans une période durable de récession. Elle n'accepte pas que des gouvernements élus soient en faveur d'un tel traité et de la création de ce mécanisme. Elle annonce qu'elle votera contre afin de défendre la démocratie et l'existence d'un niveau national pour gérer les questions économiques.

ABSTRACT: Sahra Wagenknecht, a European MEP member of Die Linke, denounces the European fiscal treaty and the stability mechanism as a threat for the national governments. Indeed, they would be forced to implement policies under German influence. Imposed cuts would impact their growth and the European economies would sink in a durable period of recession. S. Wagenknecht cannot stand that elected governments support the implementation of the treaty and the creation of the mechanism. She announces that she will vote against it to defend democracy and the right for the national authority to deal with its economic issues.

Because no elected government would stand a chance of revoking this policy, I will vote against the ratification

Germany's Chancellor Angela Merkel has been key in deciding the course of the European crisis policy. The fiscal treaty and the European stability mechanism (ESM) are an attempt to dictate this policy indefinitely to the countries in Europe. This strategy, however, ignores two fundamental facts. First, it was only after the worldwide financial crisis in 2008 that the state debts started rising. They did so because of a global recession and the bank rescue packages. It is not true that European countries had been living beyond their means. Second, Merkel's crisis policy ignores the fact that high spending cuts have a negative impact on economic growth.

At worst, this kind of policy leads to a recession. In Greece this policy has been carried to extremes. In recent years the Greek economy has slumped by 20%. This usually happens only in wartime. Youth unemployment in Greece, like in Spain, now runs as high as 50%. The result is a steep decline in tax revenues which leads to a mounting increase of the Greek state debt despite all spending cuts. This policy, in the meantime, has driven the entire eurozone into a recession. The EU commission predicts negative growth for 2012.

Enforcing the fiscal treaty in a situation like this would coerce the whole of Europe into budget cuts for decades and by so doing would permanently strangle economic growth. No country in the eurozone – with the exception of Finland and Estonia – would have fulfilled the criteria of the fiscal treaty in 2011. This means that 98% of the economy and the population in the eurozone would have been subjected to quasi-automatic budget cuts in 2012, with Brussels controlling their enforcement. The fiscal treaty is an enemy to democracy because no elected government would stand a chance of revoking this policy that has been dictated. The international treaty does not allow for unilateral termination. Infringements would lead to court proceedings before the European court and eventually to penalty payments for the country in question. The fiscal treaty is a scandalous deprivation of the will of the population.

It is odd that it is Germany of all governments that is the driving force behind this madness. After all, it was Germany that at the beginning of the 1930s experienced first-hand how a policy of that kind led our country at first and then the entire world into the catastrophe. A policy lacking all solidarity is also incomprehensible because it is German capital which by means of an aggressive export policy has profited way above average from the common currency ever since it came into force. This is why it is particularly important that Merkel is reminded of her destructive role at every possible occasion. Many by now regard the developments in Europe as a danger for the world economy. The statements of the heads of government at the G20 summit showed this clearly. It is even worse, of course, that this policy divides Europe and destroys the future of the people.

In order to break the vicious circle it is necessary to stop the fiscal treaty and the policy of budget cuts coming along with it. Otherwise all decisions to add growth impulses can only be regarded as fig leaves. Sound public finances cannot be brought about by a fiscal treaty that strangles economic growth and tax revenues. State budgets can only be restored by increasing state income by means of a strict redistribution of wealth. High mounting debts and unevenly spread wealth are two sides of the same problem. It can be resolved by adequately taxing millionaires and high profits. With the fiscal treaty, an alternative policy cannot be enforced for a long time to come, because the treaty explicitly states that budget consolidation through spending cuts is paramount.

This is the reason I am going to vote against the ratification of the fiscal treaty and the permanent rescue scheme in the German Bundestag, together with my parliamentary group Die Linke (The Left). Should the bill pass, which unfortunately is likely because the other opposition parties in the German parliament have yielded their position, we are going to take legal action and file suit against the treaties before the German constitutional court.

"Europe's crisis is an opportunity for democracy"

The Guardian – 28.11.2011

Ulrich Beck

RESUME : Le sociologue allemande Ulrich Beck, auteur de la *La société du risque*, souligne dans cet article le problème de la démocratie européenne en rappelant que Giorgis Papandreou, ancien Premier Ministre grec, a été obligé d'annuler un referendum au moment de la dévaluation de la dette grecque. L'Union européenne doit dépasser l'étroitesse de sa bureaucratie et s'en remettre à l'expression des citoyens. Cependant, l'influence allemande sur les chemins pris par l'Union européenne ne pousse pas à l'unité mais suscite les dissensions entre des pays qui perdent peu à peu leur souveraineté sur des politiques déterminantes. Le management unilatéral de la crise de la dette, par les gouvernements, court-circuite le contrôle démocratique que garantissent normalement les institutions communautaires. Mais il reste encore une chance aux Etats membres pour rejeter l'ordolibéralisme allemand et construire une union plus démocratique.

ABSTRACT: Ulrich Beck, a German sociologist, highlights the issue of a European democracy, reminding us that Giorgios Papandreou was forced to cancel a referendum while the greek debt process was being devaluated. The European Union has to overcome its bureaucratic stiffness to trust its citizens' expression. However, the German influence on the European orientations does not bring unity but dissensions between countries that are already losing sovereignty on determinant policies. This unilateralist management of the debt crisis oversteps the democratic control made by the traditional European institutions. However, the European states could take a chance on rejecting the German ordo-liberalism to define a more democratic union.

Instead of Soviet-style German euro-nationalism, let us create a Europe of the citizens, a community of democracies

Europe already accomplished a miracle once before: enemies became neighbours. In the light of the euro crisis, the cardinal question must be confronted once again: how can Europe guarantee its citizens peace, freedom and security in the risk-storms raging in the globalised world? This calls for nothing less than a second miracle: how can the Europe of bureaucracy become a Europe of citizens?

Once upon a time, after the Greek debt had been devalued, people began to breathe easily and to draw hope: Europe had survived and was perhaps even strong and agile enough to overcome its problems. Then the Greek prime minister, Giorgios Papandreou, announced that he wanted to put this fateful question to the Greek people in a referendum. Suddenly, the hidden, inverted reality came to light. In Europe, which is so proud of its democracy, someone who practices democracy becomes a threat to Europe! Papandreou was forced to call off the democratic referendum.

Whereas just a short time ago we had hoped, to quote the German poet Hölderlin, that "Where there is danger, salvation grows too", now a new counter-reality is appearing on the horizon: where there is salvation, danger grows too. At any rate, the anxious question has suddenly wormed its way into people's heads: Are the measures introduced to rescue the euro abolishing European democracy? Will the "rescued" EU cease to be a European Union as we know it and instead become an "EE", a European Empire with a German stamp? Is this never-ending crisis giving birth to a political monster?

Not long ago it was commonplace to speak in disparaging terms about the cacophony in the European Union. Now all of a sudden Europe has a single telephone. It rings in Berlin and for the moment it belongs to Angela Merkel.

Yesterday it seemed as if the crisis was raising the old question of the finalité of European unification: should Europe become a nation writ large, a confederation, a federal state, a mere economic community, an informal UN, or something historically new: namely, a cosmopolitan Europe founded on European law that performs the role of politically coordinating Europeanised nation-states?

All of that suddenly looks like folklore. Even asking "Which Europe do we want?" is to act as though one could still choose after rescuing the euro. The train seems to have already left the station – at least for Greece, Italy and Spain.

Not just the power structure has undergone a permanent shift. Instead, a new logic of power is taking shape. The Merkel-Europe's grammar of power conforms to the imperial difference between lender and borrower countries. Thus it is not a military but an economic logic. (In this respect, crucially, any talk of a "Fourth Reich" is wide of the mark.) Its ideological foundation is what I would like to call German euro-nationalism: that is, an extended European version of Deutschmark nationalism. In this way the German culture of stability is being elevated to Europe's guiding idea.

Some Germans do believe their model exerts a magnetic power of attraction on the people of Europe: Europe is learning German, they say. But it is more realistic to ask: what is the basis of the power of enforcement? Angela Merkel has dictated that the price for debt without restraint is loss of sovereignty.

The consequences are the splitting of the EU. This is reflected, first, in the new internal conflict between the eurozone countries and the EU countries outside the eurozone. Those who do not have the euro find themselves excluded from the decision-making processes which are shaping the present and future of Europe. They are losing their political voice – most apparent in Britain's case, which is sliding into European irrelevance.

However, a dramatic split is also occurring in the new, crisis-torn centre of activity of the euro countries, a split between the countries that already or will soon depend on the drip feed of the rescue fund and the countries financing the rescue fund. The former have no other option but to submit to the claim to power of German euro-nationalism. Italy, perhaps one of the most

European countries, is threatened with playing no further role in shaping the present and future of the continent.

The basic rules of European democracy are being suspended or even inverted, bypassing parliaments, governments and EU institutions. Multilateralism is turning into unilateralism, equality into hegemony, sovereignty into the deprivation of sovereignty, and recognition into disrespect for the democratic dignity of other nations. Even France, which long dominated European unification, must submit to Berlin's strictures now that it must fear for its international credit rating.

This future taking shape in the laboratory of the euro rescue as an intentional side-effect resembles – I hesitate to say it – a belated European variant of the Soviet Union. A centralised economy no longer means having to draw up five-year plans for the production of goods and services, but five-year plans for debt reduction. The power to implement them is being placed in the hands of "commissioners", authorised by "rights of direct access" (Merkel) to stop at nothing in tearing down the Potemkin villages erected by notorious debtor countries. We all know how the USSR ended.

But could there be opportunity amid the crisis? In fact, the question of how this enormous space comprising 27 member states should be governed if, before every decision, 27 heads of government, cabinets and parliaments have to be convinced, has answered itself. In contrast to the EU, the eurozone is de facto a community of two speeds. In future only the eurozone (not the EU) will belong to the avant-garde of Europeanisation. This could represent an opportunity for the urgently needed institutional imagination.

There has long been talk of an "economic government". What is behind this needs to be fleshed out, negotiated and tested. Sooner or later the highly controversial eurobonds will also be introduced. The German finance minister, Wolfgang Schäuble, is already arguing for the introduction of the tax on financial transactions that, in the larger EU, would founder on Britain's veto.

John F Kennedy once astonished the world with his idea to create a peace corps. By analogy, the neo-European Merkel should dare to surprise the world with the insight and initiative that the euro crisis is not just about the economy but about initiating the Europeanisation of Europe from below, about diversity and self-determination, about a political and cultural space in which the citizens no longer confront each other as enemies who have been disenfranchised or fleeced. Create the Europe of the citizens now!

Any talk of "enlargement" and "deepening" would thereby acquire a new meaning. What would have to be enlarged and deepened is democracy in Europe. The rule of law and the market are not sufficient. Freedom needs a third pillar if it is to become secure; its name is European civil society or, in more concrete terms, doing Europe or European civic activity. Such an autonomous civic practice, providing basic funding for Europe's unemployed youth, would doubtlessly cost a pile, but just a fraction of the zeros which have been, and are probably going to be, swallowed up by the rescue of the banks.

We should have no fear of direct democracy. Without transnational opportunities for interventions from below, without European referendums on European themes that send a shudder through the ocean liner Europe, the whole enterprise will fail. Why not have the president of the European commission directly elected by all European citizens on the same day, which would thus for the first time be European in the strict sense?

It might also make sense to appoint a new constitutional convention which this time would confer democratic legitimation on another Europe – let us name it the "European Community of Democracies" (ECD). That would be a beginning, not the answer to the European crisis. We have to speak of the Europe of the citizen, the citizen, the burgermaatschappij, the cittadino, the obywatel, etc, thus of the antagonisms hidden in the unifying formula "Europe of the citizens". For each of these national cultural key concepts stands for a different path to political modernity.

How is a European democracy possible without disenfranchising the national parliaments? Assuming one recognises that implementing democratic rights involves and requires many paths, can the democratic empowerment of a cosmopolitan Europe be accompanied by a strengthening of its national democracies in the member states?

The answer has to be that new Europe would not follow the model of German euro-nationalism but would be an emerging European Community of Democracies. And sharing sovereignty becomes a multiplier of power and democracy.

« L'Europe fédérale, un grand projet ? »

Libération – 21.06.2012

Olivier Berruyer (spécialiste de la gestion des risques à long terme)

RESUME : Dans le contexte actuel de crise, Olivier Berruyer appelle à ne pas abandonner le rêve européen aux technocrates de Bruxelles qui présentent le fédéralisme comme étant la seule solution possible, au nom de la compétitivité. Cependant, selon l'auteur, les pays européens n'ont pas encore la mentalité et l'attitude qui vont avec cette ambition. En effet, le fédéralisme implique d'agir comme un seul et même pays ce qui n'est pas le cas de l'Europe. Par exemple, si la politique salariale allemande permet au pays de tirer profit de ses avantages compétitifs, elle désavantage les autres pays de l'Union Européenne. De plus, la mise en place d'une monnaie unique empêche désormais les régulations habituelles par le marché (épuisement des réserves de change et dévaluation). Le fédéralisme sans soutien populaire relèverait de l'utopie d'autant plus, selon l'auteur, qu'il n'est pas la seule solution.

ABSTRACT: The journalist argues that we should not give up the European dream to technocrats who present federalism as the only possible solution, in the name of competitiveness. According to him, the problem is that European countries do not have the mentality and attitude to achieve this ambition for the moment. Indeed, federalism implies to act as one country, which is not the case of the EU. Federalism without popular consent is an utopia, and it is not the only solution we have.

Sans surprise, la crise monétaire s'approfondit. Le diagnostic «économique» posé est juste : «fédéralisme ou fin de l'euro». Mais la conclusion «politique» est erronée : non, le «fédéralisme» n'est pas la bonne solution, car c'est une utopie. Au bout de dix ans, la zone euro se retrouve face à sa contradiction originelle : est-elle une réunion de 17 pays concurrents, ou est-elle un seul pays, avec 17 régions ? Le drame est que le choix de réaliser une monnaie unique implique obligatoirement la seconde solution, alors que dix ans de réalité démontrent que tous les pays ont choisi la première.

Illustrons par la politique choisie par l'Allemagne. Par analogie, il s'y est passé la même chose que si la région Alsace avait choisi de fixer son salaire minimum à 800 euros par mois. Ainsi, les coûts de production y baissent, les entreprises y deviennent plus compétitives, le chômage baisse, la consommation aussi mais les excédents de sa balance commerciale compensent. C'est positif pour l'Alsace - même si ça l'est moins pour les Alsaciens les plus pauvres.

Cependant, aucune magie : la conséquence de cette politique est une hausse du chômage dans le reste du pays. Un tel «modèle alsacien», fondamentalement parasitaire, ne marche qu'à la condition de ne pas être dupliqué. Si le reste de la France baissait son Smic à 800 euros, il n'y aurait plus aucun effet positif nulle part, ne subsisterait qu'une colossale récession. L'Alsace aura simplement «aspiré» une partie du PIB du reste du pays et y aura exporté son chômage. C'est ce

qui s'est passé en Allemagne. Le problème est que cela n'est pas compatible avec une monnaie unique.

Ne blâmons pas les Allemands - chaque pays utilise au mieux ses avantages compétitifs, et disposer d'une population besogneuse et soumise en est un. Cette stratégie n'a rien de nouveau ; ce qui l'est, c'est qu'a disparu à cause de l'euro le frein naturel de ces déséquilibres : l'épuisement des réserves de change qui conduisait à une dévaluation.

Tout comme on n'imaginerait pas avoir pour la France un Smic à 800 euros en Alsace ou les quarante heures en Aquitaine, une «Europe fédérale», c'est en gros un seul Smic, un seul temps de travail, une seule protection sociale - bref, un seul pays. Et bien entendu, comme en France, pour compenser les inévitables écarts locaux, un seul vrai budget et des transferts entre régions. Pour situer, le budget européen, c'est 1% du PIB, le budget américain, 25%.

Le rêve secret de beaucoup de «fédéralistes» pour l'Europe, c'est évidemment, au nom de la «compétitivité», le Smic slovaque, le temps de travail anglais et la protection sociale polonaise. On comprend que les peuples, échaudés et plus lucides que leurs «élites», refusent ce fédéralisme-là, voie royale vers la misère.

Est alors rabâché le mantra «Pas d'autre choix que le fédéralisme» - façon El socialismo o la muerte - illustrant la faillite intellectuelle d'une génération qui n'a produit aucun grand penseur. Car des solutions, il y en a des dizaines, avec des coûts et conséquences différents, qu'on se garde bien de présenter et de débattre. Aucune des promesses de Maastricht n'a été tenue ? Peu importe, on ne change rien et on refait actuellement les mêmes, avec la lucidité d'un intellectuel communiste des années 80.

Non seulement le projet est irréaliste politiquement et digne de la «pensée magique», mais les discours européistes, quasi-religieux, sont schizophrènes. L'Europe c'est notre avenir ? Nous avons nommé Herman Van Rompuy et José Manuel Barroso pour la diriger. L'euro doit absolument être sauvé ? Nous n'avons pas donné (mais seulement prêté) un euro à la Grèce qui agonise. Bref, nous sommes très solidaires - mais à condition que cela ne nous coûte rien... Nous avons d'ailleurs vu en Yougoslavie à quel point nos actes étaient éloignés de nos discours.

Aller vers une Europe plus fédérale est un grand projet, gage de notre prospérité future. Mais cela prendra des décennies de petits pas prudents, de graines semées pour que d'autres récoltent. Le premier devoir d'un fédéraliste est de s'assurer qu'il est suivi par le peuple, et le peuple suivra si le projet est juste. Faut-il être atteint d'une étrange pathologie mentale pour s'imaginer construire un pays alors que les citoyens n'en veulent pas !

Au lieu d'écouter les peuples en 2005, de répondre à leurs attentes, de construire une Europe démocratique, sociale, solidaire, une Europe de la recherche ou de la justice, on s'obstine à ne construire qu'un ersatz d'Europe économique, simple espace ouvert unilatéralement aux vents violents de la mondialisation, du financiarisme et de la concurrence non libre et faussée.

N'abandonnons pas l'idée d'une construction européenne durable aux intégristes faillis. Ne les laissons plus pérorer avec leur «seule solution», négation de la politique, qui aboutit rapidement

à indiquer que «le temps des marchés financiers n'est pas celui de la démocratie» - sous-entendant qu'ils s'attaqueront plutôt à la deuxième qu'aux premiers.

L'euro a été une erreur - largement prévisible. Au lieu de continuer vers un échec absolu, cataclysmique et à peu près certain, réfléchissons aux solutions possibles, se devant de mêler un retour partiel en arrière sur la monnaie avec une avancée parallèle, d'espoir, dans d'autres domaines. Revenons au bon sens, empêchons le rêve européen de virer au cauchemar que nous pressentons en voyant les tensions monter entre pays, il est encore temps.

Bref, ne laissons pas les technocrates de Bruxelles continuer de jouer à leur roulette belge : identique à la roulette russe, mais où on doit jouer sept fois de suite...

« Et le Parlement européen, alors ? »

Libération – 01.08.2012

Alain Cadec (Eurodéputé)

RESUME : Dans cet article, Alain Cadec dénonce le manque de relais médiatique et d'intérêt pour les activités du Parlement Européen face à une Commission qui monopolise l'attention. Or le Parlement Européen est l'organe de représentation des citoyens européens qui élisent leurs députés au suffrage universel direct, et il est également colégislateur, depuis le traité de Lisbonne de 2009. Il s'agit donc de ne pas sous-estimer ce Parlement, et par la même le peuple européen, et de lui donner la place qui lui revient de droit dans le fonctionnement de l'Union Européenne.

ABSTRACT: In this article, Alain Cadec denounces the lack of interest in the European parliament activities from the media, while the Commission monopolises the attention. It is a paradox when we know that the EP is the institution representing the citizens who vote for their deputies through direct universal suffrage. Moreover, the EP is co-legislator since the Lisbon Treaty. Therefore, understating the EP activities means under-considering the European people.

L'Europe est au cœur du débat public et politique. La crise est passée par là. La chancelière allemande donne des leçons de compétitivité au président français. La Banque centrale à Francfort donne son avis sur les caisses d'épargne espagnoles. «Bruxelles» est la source de décisions fondamentales pour notre avenir.

A Bruxelles, il y a des pouvoirs et des contre-pouvoirs, il y a des commissaires, des technocrates, mais aussi des députés et des ministres. Et ils sont loin d'être toujours d'accord entre eux. Surtout depuis qu'en 2009 le traité de Lisbonne a hissé le Parlement au rang de législateur de plein exercice, au même niveau que les gouvernements nationaux représentés au Conseil.

Comment seront dépensés les 12 milliards que la France reçoit chaque année au titre de la PAC ? Et les 2 milliards qu'elle reçoit chaque année au titre de la politique de cohésion ? C'est au Parlement européen qu'une réponse sera apportée.

Les médias ont, semble-t-il, convenu que le traité de Lisbonne n'existait pas. En effet, dans tous les articles qui traitent des politiques européennes, le Parlement est systématiquement occulté. On y cite les sommets des chefs d'Etat, la Commission européenne ou encore le Conseil des ministres mais on prend soin de ne jamais mentionner le Parlement ! Comme si la voix des citoyens européens, portée par leurs députés, élus au suffrage universel, comptait pour du beurre. Je suis chaque jour confronté à cette désinformation systématique dans mon travail de député européen. La Commission a préparé des textes de réforme qu'elle a soumis au Parlement, lequel les amende et les remodèle en profondeur. Ces textes de la Commission sont de simples propositions et non des décisions, contrairement à ce qu'on peut lire et entendre dans les

médias. Qui va décider de la répartition des 376 milliards de la politique du développement régional ? Le Parlement !

Cessons donc de faire croire aux citoyens que toutes les décisions européennes se prennent entre les technocrates d'une commission nombriliste et les ministres des Etats membres. Cessons de mépriser l'Europe politique, l'Europe des peuples et sa représentation démocratique : le Parlement européen. Agir ainsi, c'est affaiblir l'Union et éloigner les citoyens de l'Europe. Cessons de parler de Bruxelles et donnons la parole aux Européens et à ceux qui les représentent, leurs députés.

« Bruxelles lance le débat sur la nécessité d'un outil budgétaire pour la zone euro »

Les Echos – 03.10.2012

Anne Bauer

RESUME : Les Etats explorent la possibilité de doter la zone euro d'une capacité budgétaire permettant la croissance et la stabilité macro-économique. En ce qui concerne la discipline budgétaire, les institutions bruxelloises estiment qu'avec l'adoption du Traité budgétaire européen, les instruments nécessaires sont en place : sa règle d'or s'ajoute en effet aux règles de gouvernance adoptée l'an dernier, qui renforcent les sanctions contre les Etats trop laxistes dans la gestion de leurs finances publiques. En revanche, la perspective d'émettre en commun des euro-obligations ou de mutualiser une partie de la dette des Etats de la zone euro au sein d'un "fonds de rédemption" ne semble guère avoir de chance d'aboutir rapidement. En effet, l'Allemagne s'y oppose fermement, sans compter que la mise en oeuvre de tels dispositifs appelle une procédure lourde de modification du Traité européen.

ABSTRACT: The member States are evaluating the possibility to give the Eurozone a budgetary capacity to enable growth and macro-economic stability. Considering the budgetary discipline, the European institutions argue that all the necessary tools are now implemented: the golden rule and the new governance principles reinforce the possible penalties on members states lacking of discipline regarding their public finances. However, the ideas of Eurobonds or debt pooling do not seem to be realist on the short term because it would imply an intricate modification of the treaties, and Germany is still firmly opposed to this solution.

Le président du Conseil européen Herman Van Rompuy, chargé de dessiner l'avenir de l'union économique et monétaire, veut interroger les capitales sur l'éventuel lancement d'un outil budgétaire dédié à la zone euro et destiné soit à amortir les chocs conjoncturels, soit à renforcer les réformes structurelles.

Chargé par les chefs d'Etat et de gouvernement de présenter un nouveau projet en décembre pour renforcer la structure de l'union économique et monétaire, le président du Conseil Européen Herman Van Rompuy veut tester un certain nombre d'idées dès le conseil des 18 et 19 octobre. Il propose ainsi dans un document de travail soumis aux différentes capitales d'étudier deux pistes.

D'abord, explorer la faisabilité de doter la zone euro d'une capacité budgétaire appropriée, destinée à « assurer la croissance et la stabilité macro-économique ». Ensuite, renforcer la coordination économique de la zone, en permettant aux Etats membres de « contractualiser » certaines politiques avec les institutions européennes, l'engagement de mener certaines réformes pouvant alors être « récompensé » par des aides européennes. Le langage est encore flou et prudent, et il n'est question que de discussions « exploratoires ». Il s'agit néanmoins de mettre sur la table certaines idées qui circulent dans les capitales.

Pour renforcer l'union économique et monétaire, la communauté économique souligne qu'il faut doter les pays de la zone euro d'une discipline budgétaire commune, d'une surveillance bancaire et financière unifiée, de la possibilité d'émettre une dette conjointe et d'un outil budgétaire commun à même de réagir aux crises conjoncturelles. Du côté de la discipline budgétaire, l'analyse qui prévaut dans les institutions bruxelloises est qu'avec l'adoption imminente du Traité budgétaire européen, les instruments nécessaires sont en place. D'autant que le Traité et sa règle d'or s'ajoutent aux nouvelles règles de gouvernance adoptée l'an dernier, qui renforce les sanctions contre les Etats trop laxistes dans la gestion de leurs finances publiques. Du côté de l'Union bancaire, la Commission a mis sur la table son projet de supervision bancaire unique et les travaux sont en cours.

Les euro-obligations font débat

En revanche, la perspective d'émettre en commun des euro-obligations ou même de mutualiser au sein d'un « fonds de rédemption » une partie de la dette des Etats de la zone euro, ne semble guère avoir de chance d'aboutir rapidement. Non seulement parce que de nombreux Etats, au premier rang desquels l'Allemagne, s'y opposent fermement, mais aussi parce que leur mise en oeuvre appellerait un changement du Traité européen et donc un processus juridique très lourd.

C'est pourquoi, faute d'avancée à moyen terme sur les euro-obligations, le Conseil Européen demande aux Etats d'étudier la possibilité de se doter d'un outil budgétaire, qui pourrait renforcer à la fois la solidarité financière entre les Etats membres mais aussi leur intégration économique. Paris et Berlin mènent des travaux exploratoires. Mais pas dans la même direction. Pour Paris, un tel budget pourrait servir à amortir les chocs conjoncturels, notamment sur le plan social. Le ministre de l'économie Pierre Moscovici avait ainsi évoqué l'éventuel lancement d'un fonds européen d'assurance chômage lors d'une rencontre à l'Institut Bruegel. Pour Berlin, un outil budgétaire commun devrait plutôt encourager les Etats, grâce à des incitations financières limitées dans le temps, à mettre en oeuvre des réformes structurelles difficiles afin d'accroître la compétitivité des pays les plus faibles de la zone euro. Ainsi les recommandations annuelles faites par la Commission Européenne dans le cadre de la nouvelle gouvernance économique pourrait être traduite en engagements contractuels.

Faut-il créer une capacité budgétaire pour accompagner la monnaie unique ? Pour quoi faire ? Et avec quels moyens ? Voilà les questions dont il faut débattre, explique la diplomatie bruxelloise. Du côté des moyens, aucune piste n'émerge encore. Dans un contexte de crise économique, il est difficile d'imaginer les Etats abonder un budget bis de l'eurozone à côté du budget de l'Union Européenne qui représente environ 1% du PIB des Vingt-sept Etats membres. Au minimum, peut-on imaginer que le Mécanisme européen de stabilité financière (MESF), outil créé en 2010 au début de la crise grecque pour permettre à la Commission Européenne de lever de l'argent grâce à sa propre signature, soit reconduit après 2013, année de son expiration. L'actuel MESF est plafonné à 60 milliards d'euros, qu'il peut lever grâce à la garantie du budget européen, et il a servi aux plans d'aides pour l'Irlande, le Portugal et la Grèce.

« L'Europe démocratique, cette utopie »

Les Echos – 09.10.2012

Renaud Honoré

RESUME : Le récent Traité budgétaire remet au cœur du débat le lien entre les questions budgétaires et la démocratie. Les pas de géant effectués vers l'intégration économique et budgétaire sont indispensables si l'on veut sauver l'euro, mais il faut à présent trouver un système qui associe plus étroitement les peuples au processus de décision. En effet, le processus de prise de décision des chefs d'Etat et de gouvernement ne se caractérise pas par sa transparence, sans compter que ceux-ci ne sont pas responsables devant la population européenne, mais seulement devant leurs peuples respectifs. Quant au Parlement européen, on peut remettre en question la façon dont les peuples y sont représentés (notamment en termes de proportionnalité à la démographie). Le problème est que la mise en place de solutions institutionnelles au déficit démocratique réclame des modifications du traité européen. Or, dans le contexte actuel, on peut difficilement imaginer que les dirigeants se lanceront de sitôt dans une démarche aussi périlleuse.

ABSTRACT: The new budgetary treaty rebuilds the link between democracy and budgetary issues. Now that further economic and budgetary integration is accepted as the solution to the current crisis, we need to design a system which associates the peoples to the decision-making. The journalist deals with different points to be amended in order to achieve the economic governance and a more democratic EU. Rebalancing the power between the European council and the the European parliament (which election system should be modified) seems necessary. But all these modifications would be difficult to complete because it implies a revision of the treaties, which political leaders are not ready to support in the current context.

Il est des slogans indémodables. En 1765, pour protester contre les nouvelles taxes imposées par Londres, les treize colonies américaines lançaient un « No taxation without representation » devenu célèbre, prélude à ce qui allait devenir leur guerre d'indépendance. Près de 250 ans plus tard, ce message retrouve un écho auprès des dirigeants européens.

Non pas que l'Union européenne puisse être comparée à l'Empire britannique du XVIII e siècle - une telle comparaison relèverait du blasphème pour les eurosceptiques du Royaume-Uni, quand bien même ils décrivent volontiers Bruxelles comme un tyran bureaucratique. Mais la crise a poussé les Vingt-Sept à aller loin dans l'intégration économique et budgétaire. Si loin qu'il leur faut à présent trouver un système qui associe plus étroitement les peuples au processus de décision, comme en témoigne le regain d'intérêt autour de la question de l'Union politique. Car c'était bien là le message des insurgés américains : la question budgétaire est au coeur du contrôle démocratique. Il n'est d'ailleurs pas anodin que le fameux traité sur la stabilité, la

coordination et la gouvernance provoque une telle poussée de fièvre en France. Ce n'est pourtant pas un projet de la dimension d'une Constitution, comme en 2005. Mais, en touchant aux marges de manoeuvre des Etats en matière budgétaire, on chatouille là un point très sensible.

Ce traité n'est pas en soi une révolution complète. Le terrain avait déjà été largement balisé par la réforme du Pacte de stabilité menée depuis près de deux ans. Derrière le sabir bruxellois de « six-pack » et de « two-pack », on trouve des législations qui renforcent nettement le rôle de la Commission européenne, lui donnant de nouveaux pouvoirs de coordination mais aussi de sanctions. Ainsi c'est à Bruxelles que les Etats membres de la zone euro doivent communiquer leurs budgets de l'année à venir, mi-octobre avant même l'examen par les parlementaires nationaux. L'exécutif européen a la possibilité de donner son avis, mais sans veto. Pour les pays en procédure de déficit excessif, ce sera même un cran au-dessus car Bruxelles pourra proposer des amendements aux budgets nationaux. « Aussi bien les peuples que les gouvernements n'ont vraiment pris conscience de l'importance des changements en termes de gouvernance, qui peuvent être très intrusifs en matière de souveraineté », souligne un diplomate européen.

Ces pas de géant faits vers l'intégration économique et budgétaire sont indispensables si l'on veut sauver l'euro, clef de voûte du projet européen. Ils ne font que combler en partie les manques de Maastricht. Ainsi l'idée dominante pendant vingt ans que l'on pourrait partager une monnaie sans partager des décisions budgétaires paraît bel et bien enterrée.

Mais ces avancées ne doivent pas faire oublier que l'autre problème identifié depuis 1992 - le fameux « déficit démocratique » - n'a pas disparu. Il est présent à tous les niveaux. Ainsi du Conseil européen, dont le pouvoir s'est renforcé au fil des vingt sommets de la dernière chance. Le processus de prise de décision des chefs d'Etat et de gouvernement ne se caractérise pas par sa transparence. Autre problème, ces leaders ne sont pas responsables devant la population européenne, mais seulement devant leurs peuples respectifs. Parfois, ils donnent même l'impression de n'être responsables devant personne. L'eurodéputée Sylvie Goulard peut pointer avec raison comme défaut majeur le fait que le Conseil n'est jamais contrôlé lui-même.

Pour autant, l'institution qu'elle représente - le Parlement européen - n'est pas non plus exempte de critiques. La charge la plus lourde est venue il y a trois ans de la Cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe. Cette dernière avait pointé en 2009 son « déficit démocratique structurel ». En cause, le fait que les peuples ne sont pas équitablement représentés dans cette enceinte. Si l'on tenait compte de son poids démographique, l'Allemagne aurait plus de députés.

Ces problèmes sont connus de longue date, mais les réponses tardent à se matérialiser. Exemple frappant : en juin, un rapport livré par Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen, devait esquisser l'avenir de la zone euro. Sur les sept pages du rapport, seulement deux paragraphes étaient consacrés au « renforcement de la légitimité démocratique » !

Les choses évoluent toutefois. En Allemagne, on recommence à parler de fédéralisme, avec notamment le groupe Westerwelle sur « le futur de l'Europe ». Les chefs de la diplomatie de dix Etats se sont réunis, à l'initiative du ministre des Affaires étrangères allemand, pour proposer en septembre nombre d'idées audacieuses : donner un droit d'initiative législatif au Parlement européen (il appartient actuellement à la Commission), transformer le Conseil de l'UE en sénat des Etats, etc. Le problème est que plusieurs de ces idées - tout comme celle consistant à imposer une représentation plus proportionnelle à la population au sein du Parlement européen - réclament des changements de traité. On voit bien la faille : qui peut réellement imaginer les Européens se lancer dans une démarche aussi périlleuse dans le contexte actuel ? Un tel chemin mettra des années à être exploré.

En attendant, la politique des petits pas n'est pas à rejeter. On peut déjà imaginer que le prochain président de la Commission en 2014 soit le candidat choisi par le parti qui aura gagné les élections européennes, comme cela est possible dans le cadre du traité de Lisbonne. Autre piste, certains comme le parlementaire européen Alain Lamassoure plaident pour utiliser l'article 13 du traité budgétaire européen. Celui-ci prévoit la mise en place d'une conférence réunissant eurodéputés et représentants des Parlements nationaux sur les questions économiques. L'organe n'a pas de pouvoir de décision, mais permettrait d'associer - enfin ! - les Hémicycles nationaux au débat européen. Ces pistes parmi d'autres n'ont rien d'un grand soir institutionnel. Mais les Européens ont l'obligation de fournir des premiers résultats concrets rapidement, s'ils veulent stopper l'essor des mouvements populistes un peu partout sur le Vieux Continent.

« La democracia puesta a prueba »

El País – 13.11.2011

José Ignacio Torreblanca

RESUME : Les tensions générées par la crise de l'euro sont en train de déstabiliser les démocraties européennes. La responsabilité de résoudre la crise est passée entre les mains de technocrates sans légitimité démocratique, et les dirigeants sont de plus en plus réfractaires à l'idée de soumettre leurs décisions à l'approbation des citoyens. Par conséquent, les partis anti-européens reçoivent un soutien populaire de plus en plus important. Les dérives populistes concernent non seulement les pays endettés, dont les populations sont étranglées par les mesures d'austérité, mais également les pays en bonne santé économique, dont les citoyens estiment qu'ils n'ont pas à continuer de soutenir financièrement des pays taxés de laxisme.

La situation est d'autant plus préoccupante que si la démocratie semble s'évaporer au niveau national, elle n'apparaît pas renforcée en contrepartie au niveau européen, lui aussi investi par les technocrates.

ABSTRACT: The tensions raised by the Euro crisis are destabilizing the European democracies. Brussels technocrats are dealing with the crisis without democratic legitimacy, and leaders are more and more reluctant to submit their decision to popular approval. Therefore, populist parties gain more and more popular support.

Democracy is vanishing at the national level without being strengthened at the European level.

Extraits :

« La démocratie n'a jamais existé qu'à deux niveaux : celui de la cité grecque et celui de l'Etat Nation. L'histoire nous a montré qu'il n'y eu ni transition, ni coexistence entre les deux : la première a disparu et la seconde a émergé des siècles plus tard. Or, nous assistons actuellement à la coexistence difficile entre la démocratie au niveau national et l'émergence d'un nouveau centre de pouvoir. »

« Ainsi, le maintien du caractère démocratique de nos sociétés dépend de la façon dont la crise sera résolue au niveau européen. Dans tous les cas, le lien étroit entre la crise de l'euro et la crise des démocraties nous montre que leur solution est avant tout politique, et non purement technique. »

La crisis del euro impulsa el populismo y la tecnocracia a nivel nacional y europeo.

Desde su creación hace más de medio siglo, nunca la UE ha sufrido una crisis similar. Valores que se creían definitivos, como la idea de una Europa unida o la moneda única, están en tela de juicio en medio de las sacudidas económicas. EL PAÍS inicia una serie sobre este momento crucial europeo

En lo que parece ser una nueva y peligrosa fase de la crisis, las tensiones generadas por la crisis del euro están comenzando a desestabilizar las democracias europeas. Casi dos años de dudas y divisiones, de falta de coraje y de visión política para adoptar una solución europea están cebando la desafección ciudadana, tanto hacia las democracias nacionales como hacia el propio proyecto europeo. Como hemos visto en Grecia y en Italia, la agudización de la crisis coloca a los líderes políticos entre la espada y la pared. Por un lado, temen que si adoptan nuevas y más severas medidas de austeridad sin una contrapartida en forma de planes de estímulo que garanticen un horizonte de crecimiento económico, los ciudadanos se acabarán volviendo contra ellos y, desde las urnas, las calles o los Parlamentos, llevándoselos por delante. Pero, al mismo tiempo, saben perfectamente que si se resisten a adoptar esas mismas medidas de austeridad, los mercados les penalizarán elevando su prima de riesgo y forzando una intervención exterior, lo que desencadenará su caída, o llevará a que sus socios europeos retiren el apoyo financiero que les venían prestando, lo que también provocará su caída.

En estas circunstancias, el agotamiento de la política tradicional de partidos y la sustitución de los líderes políticos por tecnócratas añaden un elemento sumamente preocupante desde el punto de vista democrático. Tanto el nuevo primer ministro griego, Lukas Papademos, como los nombres que se barajan para futuro primer ministro de Italia, Giuliano Amato o Mario Monti, economistas con destacadas carreras en bancos centrales o instituciones europeas, representan la quintaesencia del tecnócrata. El rechazo de los políticos a someter el control de sus decisiones, pasadas o futuras, a la ciudadanía, vía elecciones anticipadas o referendos, apunta a que estos están bajando los brazos frente a los mercados, que no confían en su capacidad de resolver la crisis y, sobre todo, que sospechan que su legitimidad está agotada. Así, en lugar de asumir su responsabilidad, se apartan a un lado y llaman a técnicos que (supuestamente) carecen de ideología y que (también supuestamente) conocen las soluciones que sacarán a los países de la crisis.

El paso encierra un peligro evidente, pues supone confiar la responsabilidad de gobernar un país que se enfrenta a una grave crisis económica, con enormes e inevitables repercusiones sociales, a alguien que no deriva su legitimidad de las urnas, sino de la confianza que en él depositan los mercados y las instituciones internacionales. El problema es que, tanto en el ámbito europeo como en el ámbito nacional, los tecnócratas solo se legitiman si son capaces de obtener resultados positivos de forma relativamente rápida. Dicho de otra manera: la ciudadanía puede estar dispuesta a aceptar temporalmente y como mal menor una forma benigna de despotismo ilustrado ("todo para el pueblo, pero sin el pueblo"), pero si los tecnócratas suman su fracaso al de los políticos de partido, las sociedades tendrán la tentación de recurrir al populismo (de izquierdas o de derechas), expresado en hombres-fuertes que no se paren en procedimientos ni detalles democráticos.

El deterioro de la democracia y la amenaza del populismo no solo penden sobre algunas democracias deudoras del sur de Europa. Mientras que en los países deudores una gran parte de la ciudadanía se rebela contra la imposición desde el exterior de medidas de austeridad, simétricamente, en los países acreedores (Alemania, Austria, Eslovaquia, Finlandia y Países Bajos), otra gran parte de la ciudadanía se rebela contra el empeño de sus líderes en seguir financiando los planes de salvamento de los países que sufren de iliquidez o insolvencia o, muy especialmente, contra cualquier solución que implique una nueva transferencia de poder y recursos hacia la Unión Europea.

En muchos de estos países ya hay partidos muy influyentes cuya agenda antieuropea tiene cada vez más apoyo popular, así que no hay que extrañarse de que muchos políticos de esos países se debatan entre ignorar esas demandas ciudadanas, lo que les puede costar el cargo, o seguir alimentado los planes de rescate a los países del Sur, lo que también les puede costar el cargo. Las lágrimas de la primera ministra eslovaca, Ivetka Radicova, en el último Consejo Europeo, abroncada por Sarkozy por resistirse a firmar el plan de rescate para Grecia, consciente de que su aprobación suponía el fin de su carrera política y la salida de su partido del Gobierno, son muy reveladores de hasta qué punto la crisis europea se ha convertido en un factor desestabilizador de la política nacional. E incluso en Reino Unido, que no es miembro del euro, se teme que las presiones hacia una mayor unión política y económica que está desencadenando la crisis del euro se resuelvan en sentido contrario, es decir, haciendo imposible evitar un referéndum sobre la salida de Reino Unido de la Unión Europea, un referéndum que, con toda legitimidad democrática, muchos ciudadanos reclaman en nombre de su derecho a decidir sobre sí mismos y el futuro de su país, y que consideran que se les está hurtando en nombre de unas élites que saben lo que les conviene mejor que ellos.

Por tanto, la crisis está cebando el populismo y la desafección en dos direcciones: los ciudadanos de los países acreedores temen verse arrastrados a una "unión de transferencias" con los ciudadanos de los países deudores, mientras que los ciudadanos de los países deudores recelan cada vez más de unos acreedores a los que simplemente ven como policías de la austeridad sin un proyecto político alternativo que compense la erosión de su democracia. Se trata de un círculo vicioso que se retroalimenta y que tiene importantes y evidentes consecuencias sobre el futuro de la democracia y, en paralelo, del proyecto europeo.

El sentido último de la democracia es que el pueblo se gobierne a sí mismo. Por eso, aunque un gran número de ciudadanos no entiendan al detalle las causas, consecuencias y posibles soluciones de las crisis del euro, sí que tienen clara una cosa: si democracia significa capacidad de decidir, la capacidad de decisión de nuestras democracias es hoy sumamente limitada. El debate habido en España el lunes pasado entre los dos candidatos a la Presidencia del Gobierno ofrece una prueba muy evidente del dilema en el que viven atrapados los políticos nacionales en toda Europa: en la práctica, saben perfectamente que las soluciones a la crisis están fuera de nuestras fronteras. Si se crea empleo en España o se restaura el crédito a las empresas depende, entre otras cosas, del tipo de medidas que adopte el Banco Central Europeo, de los acuerdos a los que lleguemos con Alemania y otros para estimular la demanda, de si orientamos el presupuesto europeo hacia las grandes inversiones, o de si creamos impuestos sobre las transacciones financieras y las emisiones de carbono. Pero, lógicamente, para ganar el voto de sus ciudadanos, tienen que hacer creer que la solución de la crisis está en sus manos y que incluso tienen margen de maniobra para elegir qué cantidad de austeridad aplican y en qué plazos: de ahí que emplearan tan poco tiempo hablando de cómo construir una Europa que dé soluciones efectivas y duraderas a la crisis.

Al tiempo que la democracia (como capacidad de autogobernarse) se evapora del nivel nacional, no aparece por ningún lado y, especialmente, no reaparece donde debiera hacerlo: en el ámbito europeo. Más bien al contrario, en lugar de reforzar la democracia en el ámbito europeo, la crisis está sirviendo para reforzar la tecnocracia en ambos niveles: en el nacional, poniendo al mando a tecnócratas con amplia experiencia europea, y en el europeo, reforzando la capacidad de los

tecnócratas, desde el Banco Central o la Comisión Europea, para supervisar a los Gobiernos de la Unión.

Como ponen de manifiesto las recientes propuestas del presidente de la Comisión Europea, José Manuel Durão Barroso, de reconfigurar las competencias del comisario de Asuntos Económicos y Monetarios, el finlandés Olli Rehn, para blindarlo frente a las presiones de otros comisarios (al parecer excesivamente sensibles a los Gobiernos de sus países de origen) y darle nuevos poderes de intervenir en la gestión económica y presupuestaria de los Estados miembros, la crisis del euro está suponiendo la expropiación implícita y por la puerta de atrás de esa capacidad de decisión en la que consiste la democracia, todo ello sin debate ni análisis sobre las consecuencias. Que el siempre excesivamente prudente Barroso y su comisario Rehn se permitieran pedir en público un Gobierno de concentración nacional en Grecia sin reparar en que hasta los muy desprestigiados ciudadanos griegos tienen todavía derecho a un mínimo de dignidad democrática, refleja muy bien hasta dónde han llegado las cosas: a los ojos de muchos, esta Europa de la austeridad donde un portugués y un finlandés no respaldados por las urnas pueden sugerir quién debe gobernar un país se parece sospechosamente al Fondo Monetario Internacional que campeaba por América Latina en los años ochenta imponiendo planes de ajuste sin rendir cuentas ante nadie.

Resulta pues evidente que la crisis del euro y la crisis de las democracias están íntimamente relacionadas, y no podrán ser resueltas la una sin la otra. Aunque la crisis actual se desencadena por el choque financiero que supuso la caída de Lehman Brothers en 2008, la crisis del euro se origina en un doble error de diseño. Fueron muchos los que dijeron entonces que, además de los desequilibrios en el sector público, había que supervisar los desequilibrios en el sector financiero, y controlar la pérdida de competitividad y el deterioro de las balanzas comerciales de los Estados. Pero en tiempos de bonanza, esos errores de diseño, económico y político, fueron ignorados, porque no hay nada más legítimo que lo que funciona bien. El caso es que, desde el punto de vista económico, el euro se lanzó sin estar respaldado por un Tesoro europeo y una política fiscal común. Y en paralelo, la unión económica y monetaria nació sin un sistema político que gozara de la suficiente legitimidad para respaldarla.

La preocupación por la democracia en el ámbito europeo, que emergió tras la rebelión ciudadana contra el proyecto europeo puesta de manifiesto en el rechazo a la Constitución Europea en Francia y los Países Bajos en 2005, y por el auge del euroescepticismo, puesto de manifiesto en las elecciones europeas de 2009, fue dejada en un segundo plano y apartada como algo incómodo. El problema es que, al igual que la bonanza en la que han vivido muchos países europeos, incluido España, durante la última década, tiene que ver con esos errores de diseño del euro, que inundó de dinero barato muchas economías y alimentó los desequilibrios; la recesión en la que nos adentramos ahora también tiene que ver con el diseño de la unión monetaria, con un Banco Central Europeo centrado en la inflación, y no en el crecimiento y el empleo, y sin más capacidad que la de parchear la crisis, pero no de solucionarla definitivamente.

En una Unión Europea boyante, la preocupación democrática era más bien de carácter estético. Pero cuando los errores de diseño en la unión económica y monetaria comienzan a afectar decisivamente la vida diaria y horizontes de futuro de decenas de millones de personas, socavar

su capacidad de autogobierno y deteriorar la calidad de la democracia, esa preocupación por cómo se gobierna Europa tiene que volver al centro del debate político.

Nos encontramos ante una situación inédita en la historia de la democracia. Históricamente, la democracia solo ha existido en dos niveles: la polis griega y el Estado-nación. Como sabemos, no hubo transición de una a otra ni coexistencia entre ambas formas: una desapareció y la otra emergió siglos después. A lo que estamos asistiendo ahora es a la difícil coexistencia de la democracia en el ámbito nacional con la emergencia, en el ámbito europeo, de un nuevo centro de poder, una nueva pauta de toma de decisiones que afecta al núcleo central de la democracia. El problema es que al igual que los mecanismos que hicieron funcionar la democracia en la ciudad-Estado no sirvieron para gobernar los Estados-nación, las actuales democracias representativas se están mostrando incapaces de gestionar eficaz y democráticamente ese sistema que está emergiendo en el ámbito europeo.

El gran logro de Europa, su verdadero patrimonio, es haber logrado construir sociedades abiertas regidas por Gobiernos al servicio de los ciudadanos y sometidos a reglas democráticas. Por definición, toda regla es imperfecta, ya que está diseñada por humanos falibles que actúan con un conocimiento limitado e imperfecto de una realidad cambiante, así que esas reglas se han construido trabajosamente, mediante ensayo y error. Ahora, el mantenimiento del carácter esencialmente democrático de nuestras sociedades depende de qué reglas del juego nos dotemos en el nivel europeo para resolver esta crisis.

Esas reglas pueden profundizar la democracia europea o profundizar el deterioro de la democracia en el ámbito nacional. Por eso, en último extremo, esta crisis es política, y sus soluciones son políticas no técnicas, y no deben ser gestionadas por tecnócratas, ni en los Estados, ni en Europa, sino por los ciudadanos y sus representantes legítimos.

« Le Parlement marque son territoire sur la réforme des institutions »

Euractiv – 18.10.2012

Clémentine Forissier

RESUME : Le règlement de la crise monétaire et budgétaire incite les leaders européens à se tourner une nouvelle fois vers un approfondissement des institutions de l'Union Européenne. Cependant, la proposition portée par la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne de créer une institution spécifique à la zone euro n'est pas du goût du Parlement qui souligne les problèmes de représentations que cela engendrerait. Qui pour contrôler ce nouveau type de représentation ? Quel mot aurait à dire les eurodéputés représentants des pays n'utilisant pas la monnaie commune ? Les eurodéputés rappellent leur légitimité en tant que Parlement de l'euro et de l'ensemble des pays de l'Union. Pour autant, ils apportent également leurs propositions avec par exemple l'idée d'un renforcement du contrôle parlementaire sur la question de la bonne gestion des finances publiques des Etats ayant reçu une aide.

ABSTRACT : To deal with the current monetary and budgetary crisis, European leaders are, once again, calling for a deepening of the European institutions. However, the idea of a specific democratic institution for the Eurozone does not find a positive echo in the EP. The main issue is the complementarity between the Eurozone institutions and the EU institutions.

Dans une note adressée au président du Conseil européen, les députés européens affirment être les seuls garants de la démocratie au sein de l'UE. Ils s'opposent à une institution spécifique à la zone euro.

L'idée est portée par les Allemands et les Britanniques, mais également les Français. Dans le cadre de la réflexion sur l'avenir de l'Union économique et monétaire, Berlin propose que des fonds spécifiques soient attribués à la zone euro. Une sorte de budget qui ne dit pas son nom. Chargé par les dirigeants de l'UE de réfléchir à l'avenir de l'Union économique et monétaire, le président du Conseil européen Herman Van Rompuy et de la commission José Manuel Barroso, ont repris cette idée dans leur rapport d'étape. Ce budget pourrait être constitué de fonds issus par exemple de la taxe sur les transactions financières et alloués à des investissements, en échange des réformes structurelles faites par un Etat. Mais par qui ce budget serait-il contrôlé? Pour le Parlement européen, la question ne se pose pas. Il est impensable de créer une structure spécifique à la zone euro. Dans une note, adoptée par le Parlement le 2 octobre, adressée à Herman Van Rompuy, le président du Parlement européen Martin Schulz explique que "le Parlement européen est le Parlement de l'euro". Problèmes pratiques D'un point de vue pratique, de nombreuses questions se posent pourtant. Prenons un exemple. Quelle serait la légitimité d'un élu européen tchèque, dont le pays n'est pas dans l'euro, pour contrôler l'attribution d'une dépense à un pays qui dispose de la monnaie unique? Des mécanismes de décision spécifique devront être imaginés. La note du Parlement européen porte sur l'ensemble

du projet d'Herman Van Rompuy. Les élus demandent à être co-décideurs à égalité avec les Etats sur toute nouvelle législation concernant la gouvernance économique et la supervision financière et budgétaire. Ils estiment également nécessaire de renforcer la légitimité démocratique de la troïka, composée de représentants de la Commission européenne, du FMI et de la Banque centrale européenne. Ces représentants, qui contrôlent les finances publiques des Etats ayant reçu une aide financière, sont actuellement nommés par chacune de leur institution, sans validation parlementaire. Les députés européens soutiennent également l'idée que le commissaire aux Affaires économiques soit toujours vice président de la Commission et chef de l'eurogroupe, qui rassemble les ministres de l'Economie et des Finances de la zone euro. Le rapport final sur l'avenir de l'Union économique et monétaire doit être adopté au sommet des 13 et 14 décembre.

18 juin 2012

La coupe de l'Euro de football en Pologne et en Ukraine a lieu au moment où se joue un bras de fer au Conseil européen: les commentaires des deux événements (à haute tension...) utilisent le même jargon.



Euro 2012. La juge de touche [“guardalinee” en italien] Christine Lagarde: “Hors-jeu!”. L'arbitre Angela Merkel au joueur grec: “Rigueur” [en italien, le mot signifie aussi penalty]! “...et même, dehors!”

Mario Monti: “La juge de touche ne laisse rien passer...”

Dessin publié sur *Stateofmind.it*

31 décembre 2011



En suivant des caps opposés, les pays européens laissent l'Europe à la merci de la crise.

L'Europe en haute mer.

Dessin publié dans *Corriere Romagna*, Rimini.

